



Strassen, février 2009

Le présent texte a été établi par l'Inspection du Travail et des Mines et le Service Incendie et Ambulance de la Ville de Luxembourg.

ITM-SST 1504.1

Prescriptions de sécurité incendie

DISPOSITIONS SPECIFIQUES

Bâtiments administratifs

Le présent document comporte 5 pages

SOMMAIRE

Article		Page
1)	Objectifs et domaine d'application	2
2)	Définitions	2
3)	Implantation	2
4)	Aménagements extérieurs	2
5)	Construction	2
6)	Aménagements intérieurs	3
7)	Compartimentage	3
8)	Evacuation de personnes, issues et dégagements intérieurs	4
9)	Eclairage	4
10)	Désenfumage (Evacuation de fumée et de chaleur)	4
11)	Installations techniques	4
12)	Installations au gaz	4
13)	Installations électriques	4
14)	Prévention de panique en cas d'alarme	4
15)	Moyens de secours et d'intervention	5
16)	Registre de sécurité	5
17)	Réception et contrôles	5

Art. 1er. - Objectifs et domaine d'application

1.1. Généralités

Les établissements sont soumis aux dispositions générales, ITM-SST 1501 / 1502 / 1503, applicables à tous les établissements et aux présentes dispositions.

1.2. Domaine d'application

Les présentes prescriptions ont pour objectif de spécifier les prescriptions de sécurité et de santé par rapport au personnel et au public, auxquelles doivent répondre la conception, la construction et l'aménagement d'un bâtiment administratif.

Art. 2. - Définitions

2.1. Bureau cloisonné, combiné et paysager

On entend par bureau cloisonné un local à usage de bureau dont la surface est limitée à 50 m² par des parois qui délimitent la pièce de dalle à dalle et qui empêchent la propagation d'un feu pendant au moins une demi-heure.

On entend par bureau combiné un local à usage de bureau dont la surface est délimitée par des parois d'une hauteur supérieure à 1,60 m qui n'empêchent pas la propagation d'un feu et qui ne suffisent pas à un critère de coupe-feu.

On entend par bureau paysager une surface de bureau ouverte dont les cloisons ont une hauteur maximale de 1,60 m. Toutefois, quelques bureaux individuels peuvent être cloisonnés à condition qu'ils ne représentent pas plus de 30 % de la surface utile du niveau considéré, que leurs parois verticales, au-dessus de 1 m du sol fini, soient réalisés en verre transparent et que chaque local soit pleinement visible depuis n'importe quel angle du niveau.

22. Surface utile

La surface utile correspond à la surface totale aménagée en bureaux y compris les circulations et, déduction faite des sanitaires, escaliers, cages d'ascenseurs, locaux techniques.

Art. 3. - Implantation

Voir dispositions générales.

Art. 4. - Aménagements extérieurs

Voir dispositions générales.

Art. 5. - Construction

Voir dispositions générales.

Art. 6. - Aménagements intérieurs

En dérogation de l'article 6.2.3 des dispositions générales, les différents éléments de structure et de fixation des cloisons intérieures de distribution et les éléments décoratifs en relief peuvent ne pas être stable au feu.

Art. 7. - Compartimentage

7.1. Unités d'exploitation

7.1.1. La surface utile d'une unité d'un [bureau paysager](#) ne doit pas être supérieure à 800 m². Un bureau paysager est à compartimenter coupe-feu 60 minutes (EI 60) au moins par rapport à toute autre unité d'exploitation. Les portes d'accès sont coupe-feu et coupe-fumée 30 minutes au moins (EI 30-S) (compartiment secondaire). Cette surface peut être doublée en cas de sprinklage.

7.1.2. La surface utile maximale exploitable d'une unité de [bureaux combinés](#) ne doit pas dépasser 400 m². Cette surface peut être doublée en cas d'une installation de sprinklage. Les unités sont à compartimenter comme indiqué au point 7.1.1. ci-dessus.

7.1.3. Si l'aménagement d'une surface se fait avec des [bureaux combinés](#) et/ou avec des locaux à faibles risques, des fenêtres peuvent se trouver dans les cloisons des chemins d'évacuation à une hauteur minimale de 1,80 m, le verre devant avoir la qualité pare-flamme d'un degré de 30 minutes (E 30). Les portes des bureaux doivent être des portes pleines.

Une telle surface ne peut se situer que sur un seul niveau, à moins que les bureaux soient équipés d'une installation de détection incendie et d'alarme.

7.2. Escaliers

7.2.1. Dans le cadre des bâtiments moyens, l'accès à une cage d'escalier à partir d'un bureau paysager ou d'un bureau combiné doit se faire par un sas dont la composition et les caractéristiques sont:

1. avoir deux portes coupe-feu et coupe-fumée sollicitées à la fermeture, s'ouvrant dans le sens de l'évacuation et de la même qualité qui est définie dans les dispositions générales pour les portes des cages d'escalier,
2. avoir des parois coupe-feu de la même qualité qui est définie dans les dispositions générales pour la stabilité de la construction,

Toutefois ce sas n'est pas obligatoire si une des trois conditions suivantes sont remplies:

- l'établissement est équipé d'une installation de sprinklage,
- la cage d'escalier est mise en surpression en cas d'incendie: dans ce cas la porte devra être EI 60-S,
- si la surface utile par niveau est inférieure à 300 m².

7.2.2. Des escaliers de communication internes non compartimentés peuvent être prévus entre 2 niveaux, si la surface utile reliée ainsi ne dépasse pas 1.200 m².

Art. 8. - Evacuation de personnes, issues et dégagements intérieurs

8.1. L'effectif théorique est à calculer en fonction de 1 personne par 10 m² de la surface utile. Ce nombre sert à la détermination des largeurs des couloirs, du nombre d'issues de secours, des largeurs des escaliers, etc.

8.2. En aggravation de l'article 8.2.2. des « Dispositions générales ITM-CL 1501, 1502 et 1503 », un escalier distinct doit être prévu pour chaque tranche ou fraction de 400 m² de surface utile de bureaux sur un étage.

8.3. Pour les bâtiments administratifs, bas et moyens, dont la surface utile par niveau est inférieure ou égale à 400 m², une seule cage d'escalier est suffisante à condition que chaque niveau soit accessible aux services d'incendie et de secours depuis des chemins d'évacuation accessoires tels que définis à l'article 8.6.5 des dispositions générales.

Des emplacements extérieurs spécialement prévus à cet effet devront être neutralisés de façon à garantir en permanence l'accès des services de secours.

8.4. Pour les bâtiments administratifs, bas et moyens, dont la surface utile par niveau est supérieure à 400 m², mais que le plateau ou une partie du plateau est divisé en plusieurs surfaces locatives (< 400 m²), l'aménagement de ces plateaux doit se faire de façon à offrir aux personnes la possibilité d'accéder à aux moins 2 cages d'escaliers indépendantes l'une de l'autre à partir de chaque surface d'exploitation, sans devoir passer à travers une partie tiers privative.

Art. 9. - Eclairage

Voir dispositions générales.

Art. 10. - Désenfumage (Evacuation de fumée et de chaleur)

Voir dispositions générales.

Art. 11. - Installations techniques

Voir dispositions générales.

Art. 12. - Installations au gaz

Voir dispositions générales.

Art. 13. - Installations électriques

Voir dispositions générales.

Art. 14. - Prévention de panique en cas d'alarme

Voir dispositions générales.

Art. 15. - Moyens de secours et d'intervention

Tous les bâtiments ayant une surface utile recevant du public ou non, supérieure à 1.200 m², sont à équiper d'une installation de détection incendie automatique et d'alarme, susceptible de détecter et de signaler tout début d'incendie dans n'importe quel local, compartiment, dégagement et espace, y compris dans les compartiments techniques, les dépôts et les annexes.

Art. 16. - Registre de sécurité

Voir dispositions générales.

Art. 17. - Réceptions et contrôles

Voir dispositions générales.

Visa du Directeur adjoint
de l'Inspection du travail
et des mines

s.

Robert HUBERTY

Mise en vigueur, le 27 février 2009

s.

Paul Weber
Directeur
de l'Inspection du travail
et des mines